

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et Communauté 1 an 6 mois Ordinaire 1.300 frs 800 frs Avion 3.300 frs 1.700 frs Etranger 1 an 6 mois Ordinaire 1.600 frs 900 frs Avion 3.750 frs 2.300 frs Prix du { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs numéro { Par porteur ou par poste : { Togo-France et Communauté : 90 frs { Etranger : Port en sus.	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOMÉ. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont paya- bles d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone : 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

LOIS

1963

6 juillet — Loi n° 63-6 autorisant le Président de la République à ratifier la Charte de l'Unité Africaine 500

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1963

10 juillet — Décret n° 63-83 fixant les conditions d'application de l'article 118 bis du code des douanes et exonérant des taxes fiscales d'entrée des matériaux et matériels destinés au Foyer de Charité d'Alédjo (circonscription de Bafilo) 500

13 juillet — Décret n° 63-84 portant modification au statut particulier du corps des fonctionnaires de police 501

Arrêté chargeant le ministre de la Santé Publique de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre de la Justice 502

Arrêté chargeant le ministre de l'Economie Rurale de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre du Commerce et de l'Industrie 502

Arrêtés portant réinstallation de chefs de canton, autorisation d'exercer la profession d'agent d'affaires, nominations et rectificatifs à de précédents arrêtés fixant l'indemnité de fonctions des secrétaires de chefs de canton de la République Togolaise pour l'année 1963 et portant destitution de certains chefs de canton de la circonscription administrative de Dapango 502

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté et décisions portant attribution de fonctions, promotion et engagement 504

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté et décision portant affectation, fixation du taux des indemnités allouées aux agents de l'état-civil et arrêté rapportant un précédent arrêté portant interdiction de séjour 505

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Arrêté et décisions portant avancement d'échelle, affectation, autorisation d'utiliser une voiture personnelle pour les besoins du service, remboursement, acceptation de démission et attribution définitive de titre foncier .. 505

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS**

ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décisions portant nominations, affectations, constatation d'absence irrégulière, sanction disciplinaire et licenciement 505

MINISTERE DE LA JUSTICE

1963

13 avril — Décret n° 63-1 portant amnistie individuelle	507
13 avril — Décret n° 63-2 portant amnistie individuelle	507
13 avril — Décret n° 63-3 portant amnistie individuelle	507
13 avril — Décret n° 63-4 portant amnistie individuelle	507
13 avril — Décret n° 63-5 portant amnistie individuelle	507
13 avril — Décret n° 63-6 portant amnistie individuelle	507
13 avril — Décret n° 63-7 portant amnistie individuelle	508
13 avril — Décret n° 63-8 portant amnistie individuelle	508
13 avril — Décret n° 63-9 portant amnistie individuelle	508
13 avril — Décret n° 63-10 portant amnistie individuelle ..	508
16 avril — Décret n° 63-11 portant amnistie individuelle ..	508
16 avril — Décret n° 63-12 portant amnistie individuelle ..	508
16 avril — Décret n° 63-13 portant amnistie individuelle ..	508
16 avril — Décret n° 63-14 portant amnistie individuelle ..	508
20 avril — Décret n° 63-15 portant amnistie individuelle ..	508
22 juin — Décret n° 63-16 portant amnistie individuelle ..	508
22 juin — Décret n° 63-17 portant amnistie individuelle	509
22 juin — Décret n° 63-18 portant amnistie individuelle ..	509
22 juin — Décret n° 63-19 portant amnistie individuelle ..	509
22 juin — Décret n° 63-20 portant amnistie individuelle ..	509
22 juin — Décret n° 63-21 portant amnistie individuelle ..	509
22 juin — Décret n° 63-22 portant amnistie individuelle	509
22 juin — Décret n° 63-23 portant amnistie individuelle	509
22 juin — Décret n° 63-24 portant amnistie individuelle	509
22 juin — Décret n° 63-25 portant amnistie individuelle	509
22 juin — Décret n° 63-26 portant amnistie individuelle	509
22 juin — Décret n° 63-27 portant amnistie individuelle	509
22 juin — Décret n° 63-28 portant amnistie individuelle	510
22 juin — Décret n° 63-29 portant amnistie individuelle	510
22 juin — Décret n° 63-30 portant amnistie individuelle	510

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décision portant affectation 510

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté fixant l'implantation des écoles officielles pour l'année scolaire 1962-63 et additifs à de précédentes décisions portant admissions aux D.A.P., C.E.A.P. et C.A.P 510

**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Arrêtés et décisions portant intégration, réintégration, passages automatiques d'échelon, radiation, engagement, engagements, affectations, sanctions disciplinaires, maintien en position de détachement, suspension d'effets de contrat, rappel à l'activité, admissions à la retraite et rectificatif à une précédente décision portant passage automatique d'échelon 514

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décisions portant affectations et licenciement 519

LOIS

LOI n° 63-6 du 6 juillet 1963 autorisant le Président de la République à ratifier la Charte de l'Unité Africaine.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article premier. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la Charte de l'Unité Africaine.

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 6 juillet 1963.

N. Grunitzky

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 63-83 du 10 juillet 1963 fixant les conditions d'application de l'article 118 bis du Code des douanes et exonérant des taxes fiscales d'entrée les matériaux et matériels destinés au Foyer de Charité d'Alédjo (circonscription de Bafilo)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 11 mai 1963;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation du service des douanes du Togo, complété par la loi n° 61-7 du 11 janvier 1961;

Vu la nécessité de favoriser des travaux d'utilité publique entrepris par le Foyer de Charité au village d'Alédjo;

Sur la proposition du ministre des Finances, de l'Economie et du Plan;

Le Conseil des ministres entendu;

D E C R E T E :

Article premier. — Sont admis en franchise des taxes fiscales d'entrée les matériaux et matériels destinés aux travaux de captage de pompage et de distribution d'eau au village d'Alédjo.

Art. 2. — Pour bénéficier de l'exonération des taxes fiscales d'entrée les matériaux et les matériels doivent être repris à un titre de transport établi au nom du Foyer de Charité d'Alédjo ou de son représentant qualifié.

Art. 3. — L'exonération est subordonnée à la présentation au bureau des douanes de Lomé d'un état visé par la direction des travaux publics reprenant en qualité et en quantité le détail des matériaux et matériels à utiliser pour l'adduction d'eau tel que prévu à l'article deux du présent décret.

Art. 4. — Les matériaux et matériels admis en franchise des taxes fiscales d'entrée en vertu du présent décret ne peuvent en aucun cas être cédés ou prêtés à titre gratuit ou onéreux sans avoir acquitté les taxes en vigueur au moment de la cession ou du prêt.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 juillet 1963.

N. Grunitzky

DECRET n° 63-84 du 13 juillet 1963 portant modification au statut particulier du corps des fonctionnaires de police.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 et en particulier l'article 41;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 portant modalité d'application du statut général de la Fonction publique;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 instituant les diverses catégories hiérarchiques de la Fonction publique togolaise;

Vu le décret n° 61-117 du 22 décembre 1961 fixant le statut particulier des fonctionnaires de la Police;

Le conseil des ministres entendu;

D E C R E T E :

Article premier. — Le décret n° 61-117 du 22 décembre 1961 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de police est modifié ou complété de la façon suivante.

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 2. — Les services de police ayant pour mission de concourir au maintien de l'ordre et à la sécurité de l'Etat, le droit de grève n'est pas reconnu aux fonctionnaires de ce corps.

CHAPITRE II

Rémunération

Art. 3. — En raison des sujétions particulières aux fonctionnaires du corps de la police (mutations, caractère permanent du service, retrait du droit de grève — risques encourus) une prime spéciale est attribuée mensuellement aux fonctionnaires de police.

Dans le calcul de cette prime sont comprises les indemnités pour l'entretien de l'uniforme, la non gratuité du logement, l'utilisation de véhicules personnels pour les besoins du service, les travaux supplémentaires.

Cette prime, dite prime spéciale de police, est fixée forfaitairement suivant les taux mensuels ci-après. Elle sera versée à compter du 1^{er} mai 1963.

- Commissaire de police. 8.000
- Officiers de police. 6.000

- Officiers de police-adjoints. 6.000
- Gradés et gardiens de la paix. 5.000
- à l'indice 510 et au-dessus. }
- Gardiens de la paix au-dessous de l'indice 510. 4.000

Art. 4. — N'ont pas droit au bénéfice de la prime spéciale de police :

- les fonctionnaires stagiaires
- les fonctionnaires en congé administratif ou de maladie.

Art. 5. — Les fonctionnaires de police sont traités gratuitement dans les formations sanitaires officielles (civiles et militaires) à la suite de blessures où s'ils contractent des maladies imputables au service.

CHAPITRE III

Cadre des gardiens de la paix

Art. 6. — Le cadre des gardiens de la paix prend l'appellation de cadre des gradés et gardiens de la paix.

Art. 7. — Le personnel du cadre des gradés et gardiens de la paix est réparti en 3 grades :

- le grade de gardien de la paix qui compte 7 échelons
- le grade de brigadier, gradé chargé d'assurer le commandement d'une brigade, qui comporte 2 échelons.
- le grade de brigadier-chef, appelé à commander une section ou un corps urbain, qui comporte 2 échelons.

Art. 8. — Les avancements d'échelon se font à l'ancienneté et sont automatiques.

L'échelonnement indiciaire et le temps à passer dans chaque échelon sont fixés comme suit en application de l'article 57 de la loi 58-66 du 1^{er} décembre 1958 fixant le statut général de la fonction publique :

Grades	Indices	Temps à passer dans l'échelon
Gardien de la paix de 1 ^{er} échelon . . .	270	2 ans
Gardien de la paix de 2 ^e échelon	310	2 ans
Gardien de la paix de 3 ^e échelon	350	2 ans
Gardien de la paix de 4 ^e échelon	390	2 ans
Gardien de la paix de 5 ^e échelon	430	3 ans
Gardien de la paix de 6 ^e échelon	470	3 ans
Gardien de la paix de 7 ^e échelon	510	3 ans
Brigadier de 1 ^{er} échelon	550	3 ans
Brigadier de 2 ^e échelon	590	3 ans
Brigadier-chef de 1 ^{er} échelon	630	3 ans
Brigadier-chef de 2 ^e échelon	670	3 ans

Art. 9. — L'avancement de grade qui a lieu exclusivement au choix doit être sanctionné par un examen et sera obtenu dans les conditions suivantes :

- 1°) — Désignation par la commission d'avancement des fonctionnaires, comptant au minimum 6 ans d'ancienneté dans le grade inférieur et ayant les qualités re-

quises (bonne manière habituelle de servir, aptitude au commandement) pour suivre un stage de brigadier ou de brigadier-chef à l'école de police et ce dans la limite des disponibilités budgétaires.

2o) — stage de 4 mois à l'école de police, sanctionné par un examen de sortie et l'octroi aux stagiaires ayant réussi au brevet de brigadier ou de brigadier-chef.

Art. 10. — L'effectif maximum des brigadiers est fixé à 12 o/o de l'effectif du cadre.

L'effectif maximum de brigadiers-chefs est fixé à 8 o/o de cet effectif.

CHAPITRE IV

Mesures transitoires

Art. 11. — Sont dégagés des services actifs de la police et constituent un cadre parallèle en voie d'extinction, les gardiens d'un niveau inférieur au C.E.P.E. Le niveau de l'agent est déterminé par un examen.

Un arrêté du ministre de la fonction publique pris sur proposition du ministre de l'intérieur, fixera la liste nominative des fonctionnaires versés dans ce cadre.

Ils seront mis à la disposition du ministre de la fonction publique au fur et à mesure des vacances budgétaires.

Art. 12. — Sur proposition du ministre de l'intérieur, la commission d'avancement procédera dès la parution du présent décret à l'établissement de la liste des gardiens titulaires du C.E.P.E. ou d'un niveau correspondant, remplissant les conditions requises à l'article 9, pour subir les épreuves de stage de brigadiers et de brigadiers-chefs.

Il sera tenu compte, pour l'attribution des grades de l'ordre du classement — de l'examen de sortie.

Les gardiens ayant échoué à cet examen, seront maintenus au grade de gardien de la paix et conserveront leur indice.

Fait à Lomé, le 13 juillet 1963.

Le Président de la République.

ministre de l'intérieur,

N. Grunitzky

Par le Président de la République :

*P. le Vice-Président, ministre des Finances,
de l'Economie et du Plan :*

Le ministre intérimaire,

P. Adossama

Le ministre de la fonction publique,
O. Pana

Intérim

No 86/PR du 8-7-63. — Pendant l'absence de M. André Kuévidjen, ministre de la justice, l'expédition des affaires courantes sera assurée par le Dr. Valentin Vorvor, ministre de la santé publique.

No 94/PR du 16-7-63. — Pendant l'absence de M. Jean Agbemegnan, ministre du commerce et de l'industrie, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Firmin Abalo, ministre de l'économie rurale.

Réinstallation de chefs de canton

No 81/PR/INT du 5-7-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté no 149/PR/INT du 21 décembre 1962 portant désignation de M. Samari Aléya en qualité de chef de canton de Tchamba en remplacement de M. Abdoulaye Titikpina destitué.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Abdoulaye Titikpina comme chef de canton de Tchamba (circonscription de Sokodé).

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de fonction de 90.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

No 82/PR/INT du 5-7-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté no 68/PM/INT du 17 mars 1959 en ce qui concerne la désignation coutumière de M. Patsoh Patriée en qualité de chef de canton.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation de M. Kossi Doni Atakpah comme chef de canton de Djama (circonscription d'Atakpamé).

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de fonctions de 120.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

No 83/PR/INT du 5-7-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté no 9/PR/INT du 12 janvier 1961 reconnaissant la désignation de M. Ouro Bodé Moukaila en qualité de chef de Dako en remplacement de M. Yérima destitué.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Ouro Akondo Yérima comme chef de canton de Dako (circonscription de Bafilo).

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de fonctions de 48.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 84/PR/INT du 5-7-63. — Sont rapportés les arrêtés nos 87 du 4 mai 1960 et 117 du 8 juillet 1960, destituant M. Ayéva de ses fonctions de chef supérieur des cotocolis et nommant M. Adoi Assouma à sa place.

Est reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Issifou Ayéva en qualité de chef supérieur des cotocolis.

M. Issifou Ayéva chef supérieur des cotocolis percevra une indemnité annuelle de 200.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 85/PR/INT du 5-7-63. — Sont et demeurent rapportés les arrêtés nos 230 du 30 septembre 1959, 234 du 2 octobre 1959, 63 du 10 mars 1960, 75 du 7 avril 1960, 79 du 15 avril 1960, 128 du 25 août 1961, 140 du 4 septembre 1961 et 98 du 21 août 1962 portant destitution et nomination de différents chefs de canton de la circonscription de Dapango.

Est constatée et reconnue officiellement la nomination ou la réintronisation coutumière de :

M.M. Sambiani Matéyendou, comme chef du canton de Bombouaka
 Tambaté Kombaté, comme chef du canton de Nanergou
 Djaba Sanwogou, comme chef du canton de Nakitindi-Laré-Est
 Labiédiédo Yenham, comme chef du canton de Kantindi
 Dambré Konbongou, comme chef du canton de Warkambou
 Sambiani Djakpéré, comme chef du canton de Mandouri
 Tiem Kombaté, comme chef du canton de Pana
 Gnoamé Kolani, comme chef du canton de Bidjenga
 Lamboni Namdouk Kombaté, comme chef du canton de Namoudjoga.

Les chefs de canton ci-après désignés percevront les indemnités annuelles suivantes :

M.M. Sambiani Matéyendou, Bombouaka . . .	P.M.
Tambaté Kombaté, Nanergou . . .	60.000
Djaba Sanwogou, Nakitindi-Laré-Est . . .	60.000
Labiediedo Yenham, Kantindi . . .	48.000
Barnabé Toitre, Nano . . .	60.000
Sanwogou Kombaté, Tamongue . . .	48.000
Gbengbetane Namoune, Bogou . . .	48.000
Dambré Konbongou, Warkanbou . . .	48.000
Sambiani Djakpéré, Mandouri . . .	60.000
Tiem Kombaté, Pana . . .	48.000
Gnoamé Kolani, Bidjenga . . .	64.000
Lamboni Namdouk Kombaté, Namoudjoga . . .	144.000

Ces indemnités sont imputables au budget général exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de commandement des intéressés.

N° 87/PR/INT. du 10-7-63. — Sont et demeurent rapportés les arrêtés nos 48 et 266/PM/INT. des 30 décembre 1958 et 24 février 1959 portant désignation de MM. Gnandi Piou en qualité de chef supérieur de Bassari en remplacement de M. Bassabi Ouro Atakpa et Tchabodé Allassani en qualité de chef de canton de Kabou en remplacement de M. Bonfoh Bassabi.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de MM. Bassabi Ouro Atakpa en qualité de chef supérieur de Bassari et Bonfoh Bassabi en qualité de chef de canton de Kabou (circonscription de Bassari).

Les intéressés auront droit chacun à une indemnité annuelle de fonctions de 144.000 francs.

Ces indemnités sont imputables au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement des intéressés.

Agent d'affaires

N° 93/PR/INT du 15-7-63. — M. Jibidar Adolphe, né le 28 avril 1936 à Lomé et y demeurant 1, Rue Jean Bart, fils de Abraham Samuel Jibidar et de Anna Ameggee, est autorisé à exercer la profession d'agent d'affaires dans la République togolaise avec résidence à Lomé.

Nominations

N° 88/Cab/PR du 10-7-63. — M. Awokou Emmanuel, adjoint administratif 2^e classe, 2^e échelon, est nommé chef de cabinet du Président de la République.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} juin 1963.

N° 92/PR/MFP du 15-7-63. — Mme Sivomey Marie (née Gbikpi-Benissan) secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon est nommée chef du service des affaires sociales.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 5 juillet 1963 à l'arrêté n° 43/PR/INT. du 27 mars 1963 fixant l'indemnité de fonctions des secrétaires de chefs de canton de la République togolaise pour l'année 1963.

*Au lieu de :**Circonscription de Klouto.*

Agbodjan Joseph Souley, secrétaire du chef de canton Akata.	60.000
Matti Sébastien, secrétaire du chef de canton Agou.	54.000
Yao Peter Laurence, secrétaire du chef de canton Gadjagan.	36.000

*Lire :**Circonscription de Klouto.*

Azameti K. Jonas, secrétaire du chef de canton Akata.	60.000
Ayaovi Cléophas, secrétaire du chef de canton Agou-Tafié.	54.000
Gbetoglo Benjamin, secrétaire du chef de canton Agou-Iboé.	36.000
(Le reste sans changement).	

RECTIFICATIF du 5 juillet 1963 à l'article 2 de l'arrêté no 78/PR/INT. du 2 juillet 1963 rapportant les arrêtés nos 1 et 81/PR/INT. des 3 janvier et 27 juin 1962 portant destitution de certains chefs de canton de la circonscription administrative de Dapango.

Au lieu de :

MM. Barnabé Toitre, Bamok Gbengbertane Namoune et Langbong Sanwogou, respectivement chefs de canton de Nano, de Bogou et de Tamongue (circonscription de Dapango) destitués suivant les arrêtés susvisés sont confirmés dans leurs fonctions de chef de canton.

Lire :

MM. Barnabé Toitre, Bamok Gbengbertane Namoune et Sanwogou Kombaté, respectivement chefs de canton de Nano, de Bogou et de Tamongue (circonscription de Dapango) destitués suivant les arrêtés susvisés sont confirmés dans leurs fonctions de chefs de canton.

(Le reste sans changement).

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Attribution de fonctions

No 128-D/PR/MDN du 9-7-63. — A compter du 16 juillet 1963 le lieutenant Chango Janvier prendra le commandement de la gendarmerie territoriale togolaise, en remplacement du lieutenant Tachon.

La passation des consignes aura lieu dès que possible.

A partir de la même date le capitaine Geymann remplira les fonctions de conseiller technique des chefs de corps de la gendarmerie territoriale et mobile, en plus de chef du 2^e bureau de l'état-major de la défense nationale.

No 129-D/PR/MDN du 9-7-63. — A l'expiration du congé auquel il aura droit, le sous-lieutenant Comlan Paul prendra le commandement de la compagnie de gendarmerie du Nord-Togo avec résidence à Sokodé.

Promotion

No 90/PR/MDN du 12-7-63. — A compter du 1^{er} juillet 1963 sont promus au grade de :

a) gendarmerie mobile

Adjudant-chef : l'adjudant Agondéy Pali.

Adjudant : le M.d.L. chef Douti Laré.

Maréchal des logis-chef : le gendarme de 1^{re} classe Zoumaho Cyprien.

Maréchal des logis-chef : le gendarme de 2^e classe Zoumarou Koura.

b) bataillon d'infanterie togolaise

Adjudant : le sergent-maor Gadoh Philippe.

— : le sergent-chef Karou-Toi Emile.

Sergent-chef : le sergent Karoh Paul

— : le sergent Bassayi Prosper

— : le sergent Kozon Kézié

— : le sergent Edjoh François

— : le sergent Bakai Honoré

— : le sergent Asselakme Baba

— : le sergent Sona Léonard

Sergent : le caporal-chef Laikpai Essissewa

— : le caporal-chef Johnson Assa Gabriel

Caporal-chef : le caporal Tébé Agomélao.

A compter de la même date, les intéressés percevront les émoluments mensuels correspondant à leur grade et échelon ainsi que les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

Engagement

No 112-D/PR/MDN du 13-6-63. — A compter du 15 juin 1963, les candidats désignés ci-après sont admis dans la gendarmerie mobile avec les grades et indices d'incorporations suivants :

Kataoré Alon, gendarme de 1^{re} classe 4^e échelon, indice 630.

Agnan Bilao, gendarme de 2^e classe 3^e échelon, indice 335.

Akuétey Kodjo Joseph, gendarme de 2^e classe 3^e échelon, indice 335.

Lamboni Kolani, gendarme de 2^e classe 6^e échelon indice 430.

Les intéressés percevront les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Indemnité

N° 49/INT du 5-7-63 — Pour compter du 1^{er} janvier 1963, l'indemnité allouée aux agents de l'Etat-Civil est déterminée et fixée comme suit pour chaque acte reçu.

— Agents qui reçoivent déjà à un autre titre une rétribution ou indemnité de l'administration 25 francs.

— Agents qui ne perçoivent aucune autre rétribution ou indemnité de l'administration 50 francs.

Cette indemnité sera imputable au budget général, chapitre 12, article 6.

Affectation

N° 63-D/INT du 15-7-63 — M. Kpodonou Henri, agent permanent hors catégorie, engagé suivant décision n° 565/MF P du 24 juin 1963 et mis à la disposition du ministre de l'Intérieur est remis à la disposition du ministre de la Fonction publique pour être affecté à la présidence de la République.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté rapporté

N° 48/INT du 5-7-63 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 46/INT. du 3 juillet 1963 portant interdiction de séjour au nommé Siklère Nicolas, condamné pour escroquerie à six mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 17 avril 1963 du tribunal correctionnel de Lomé.

VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

MINISTÈRE DES FINANCES,
DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Passage à l'échelle supérieure

N° 301-D/MFEP/CD du 10-7-63 — Est constaté pour compter du 1^{er} mai 1963, le passage à l'échelle supérieure des agents permanents dont les noms suivent, en service aux contributions directes:

Noms et prénoms	Catégorie actuelle	Date de la dernière prom.	Echelle actuelle	Echelle proposée
Koffi Etsé Antoine	6 ^e	1/7/61	B	C
Chardey Freeman K. Louis	5 ^e	1/1/61	A	B
Codjia Dorothé	4 ^e	1/1/61	C	D
Houngué Jean	4 ^e	1/10/61	A	B
Gbedey Pierre-Claver	4 ^e	29/5/61	A	B
Torko Marcellin	4 ^e	1/3/61	A	B

Affectation

N° 304-D/MFEP/MF/SD du 12-7-63 — M. Amagli Richard préposé 3^e échelon en service à la brigade du Port de Lomé est provisoirement affecté au Poste des douanes de Nat-chamba en remplacement de M. Folly Théodore titulaire d'un congé administratif.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Voiture personnelle

N° 302-D/VP/MFEP/MF du 10-7-63 — M. Firmin Abalo, ministre de l'Economie rurale, est autorisé à utiliser sa voiture personnelle pour les besoins du service.

Il percevra à cet effet l'indemnité prévue par l'arrêté n° 91/MF du 30 avril 1959.

La présente décision a effet du 1^{er} juin 1963.

Remboursement

N° 136/VP/MFEP/DOM du 10-7-63 — Est autorisé le remboursement au profit de Maître Florentin Akibodé, greffier en chef près la Cour d'Appel du Togo, de la somme de cinq mille huit cent cinquante neuf francs (5.859 frs.), représentant le montant d'un trop-perçu des droits d'enregistrement sur un arrêt de la Cour d'Appel de Lomé enregistré sous le n° 451 folio 37 volume du 11 juillet 1962.

Cette somme sera imputée au chapitre 30, article 3 du budget général de la République togolaise, exercice 1963.

Acceptation de démission

N° 305-D/MFEP du 12-7-63 — Est acceptée pour compter du 5 juin 1963, la démission de son emploi offerte par M. Akpabi Paul, dépouilleur en service à la statistique générale du Togo.

L'intéressé aura droit à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis la date de son engagement.

La présente décision prend effet à compter du 5 juin 1963.

Attribution de titre foncier

N° 137/VP/MFEP/DOM du 20-7-63 — Le titre foncier n° 3692 du territoire du Togo est attribué à titre définitif à M. Victor Goeh Nii Akué, demeurant à Anécho.

Le chef de la circonscription de Tsévié et le receveur des domaines sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nominations

N° 251-D/MTP du 3-7-63 — M. Venault Louis Laurent, sous-chef de service de l'ancien cadre supérieur des chemins de fer du Togo, précédemment chargé de l'expédition des affaires courantes du service de la voie et des bâtiments, est nommé chef dudit service.

M. Venault aura droit en cette qualité au bénéfice de la prime de gestion prévue par les textes en vigueur.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 252-D/MTP./CFT. du 3-7-63. — M. Cadassou Norbert, sous-inspecteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon des C.F.T., est nommé temporairement adjoint au chef de service de l'exploitation en remplacement du sous-inspecteur de 2^e classe 3^e échelon des C.F.T. Agbenou Antoine, bénéficiaire d'une bourse de stage de formation professionnelle en Europe.

M. Cadassou qui cumulera ses anciennes fonctions avec celles de l'adjoint au chef service de l'exploitation, aura droit en cette qualité au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La présente décision a effet à compter de la date de signature.

Affectations

N° 232-D/MTP/TP du 28-6-63. — M. Issaka Aboudoulaï, commis permanent 4^e catégorie échelle B, en service à la subdivision des travaux publics du centre à Atakpamé est affecté à la subdivision des T.P. nord avec résidence à Sokodé.

Les émoluments de M. Issaka Aboudoulaï sont imputables sur le chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

N° 237-D/MTP. du 28-6-63. — M. Lawson Augustin, agent permanent 3^e catégorie échelle A, en service à la station météorologique Lomé-Aérodrome, est affecté à la station de Mango en complément d'effectif.

Le salaire de l'intéressé reste imputable au budget général, chapitre 18, article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 238-D/MTP. du 28-6-63. — La décision n° 186/MTP du 29 mai 1963 portant affectation est rapportée pour compter de la date de signature de la présente décision, en ce qui concerne M. Akuesson Bernard.

M. Adjalo Benoît, adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon, rappelé à l'activité pour compter du 6 mai 1963 par arrêté n° 155/MFP du 6 mai 1963 et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, est affecté à la direction des travaux publics (comptabilité) en remplacement de M. Atisogbe Kodjo Hubert.

M. Atisogbe Kodjo Hubert, agent permanent 4^e catégorie échelle B, en service à la direction des T.P. Lomé (comptabilité), est affecté à la subdivision des T.P. Mango-Dapango avec résidence à Mango, en remplacement de M. Ahyeé Gaston, appelé à d'autres fonctions.

La solde et le salaire des intéressés restent imputables au budget général, chapitre 18, article 7.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

N° 239-D/MTP/TP. du 28-6-63. — Les fonctionnaires des travaux publics dont les noms suivent reçoivent les affectations suivantes :

MM. Lawson Héloù Tobias, cantonnier principal 2^e échelon, en service à la subdivision des travaux publics du centre (secteur routes Nuatja) est affecté à la subdivision routes Lomé.

Hunlédé A. Winfried, cantonnier confirmé 3^e échelon, en service à la subdivision routes Lomé est affecté à la subdivision des travaux publics du centre avec résidence à Nuatja, en remplacement numérique de M. Lawson H. Tobias, appelé à d'autres fonctions.

Les émoluments des intéressés restent imputables sur le chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

N° 256-D/MTP/TP. du 3-7-63. — Les fonctionnaires et agents des travaux publics dont les noms ci-après reçoivent les affectations suivantes :

MM. Dagba Germain, agent spécialisé confirmé 3^e échelon, réintégré par arrêté n° 182/MFP. du 8 juin 1963, est affecté au service des mines (section automobile), en remplacement de M. Yovovi Victor, appelé à d'autres fonctions.

Yovovi Victor, commis permanent 3^e catégorie échelle A, en service à la section automobile est affecté à la subdivision des travaux publics du centre avec résidence à Atakpamé en remplacement de M. Issaka Aboudoulaï.

Les émoluments des intéressés sont imputables au chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

N° 257-D/MTP/PT. du 3-7-63. — M. Ekoué Paul, agent permanent de 5^e catégorie échelle A des postes et télécommunications précédemment en service à Lomé est affecté au bureau de postes d'Anfoin en remplacement numérique de M. Kpadenou Dossou en instance de départ en congé administratif de 3 mois.

M. Koda Adolphe, agent permanent de 5^e catégorie échelle A des postes et télécommunications, précédemment en service à Lomé est affecté au bureau de postes de Tsévié en remplacement numérique de M. Ayikoué Blaise en instance de départ en congé administratif de 3 mois.

M. Atsou Antoine, agent permanent de 3^e catégorie échelle A des postes et télécommunications précédemment en service à Lomé est mis à la disposition du chef secteur d'Atakpamé en remplacement numérique de M. Zekpa Ferdinand en instance de départ en congé administratif de 3 mois.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} juillet 1963.

N° 260-D/MTP. du 3-7-63. — M. Assoumanou Alidou, employé de bureau 6^e catégorie échelle A, engagé par décision n° 502/MFP. du 8 juin 1963 pour compter du 1^{er} juin 1963, et mis à la disposition du ministre des travaux publics mines, transports, des postes et télécommunications, est affecté à la subdivision des T.P. nord à Sokodé.

Le salaire de l'intéressé reste imputable au chapitre 18, article 7 du budget général.

N° 261-D/MTP/PT. du 3-7-63. — M. Labdiedo Innocent, agent permanent de 4^e catégorie échelle A des postes et télécommunications nouvellement engagé est affecté au bureau de postes de Dapango.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

N° 265-D/MTP. du 5-7-63. — M. Ali Djobo, chauffeur permanent 6^e catégorie échelle A, en service au cabinet du Ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est mis à la disposition du Ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, pour être affecté à la Vice-Présidence, Ministère des finances, de l'économie et du plan.

Absence irrégulière

N° 241-D/MTP/CFT. du 29-6-63. — Est constatée pour compter du 17 mai 1963, l'absence irrégulière de son poste de M. Kpeglo Comlavi, ajusteur permanent Mle 11.543 échelle D échelon 4, en service au réseau des chemins de fer et du wharf du Togo (matériel et traction).

Pendant toute la durée de son absence, M. Kpeglo Comlavi n'aura droit à aucun salaire.

Sanction disciplinaire

N° 273-D/MTP/CFT. du 10-7-63. — Un avertissement est infligé à M. Coco D. Laurent, contremaître de 2^e classe 4^e échelon des chemins de fer du Togo, faisant fonctions de conducteur d'engin pour le motif suivant:

Assurant le train 62 du 4 juin 1963 et arrivé à Sangué, a enfreint à l'article 5-02 du règlement du service des mécaniciens qui dispose que... dans les gares les mécaniciens sont sous les ordres des chefs de gare pour tous les mouvements.

Licenciement

N° 246-D/MTP/CFT. du 1^{er}-7-63. — Les agents temporaires de Souza Véronique et Houélé Akakpo, dactylographe et gardien, engagés au Réseau des C.F.T. et Wharf pour une durée de six mois pour compter du 1^{er} janvier 1963, sont licenciés de leur emploi pour compter du 30 juin 1963.

Ces agents qui comptent moins de trois ans de service, et qui sont prévenus réglementairement ne pourront prétendre ni au préavis, ni à l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il leur sera accordé 9 jours de congé pour la période de service accompli du 1^{er} janvier au 30 juin 1963.

La dépense est imputable au budget annexe CFT., chapitre 2, article 2, paragraphe 1 (exercice 1963).

MINISTERE DE LA JUSTICE

Amnisties individuelles

N° 63-1. du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Atakpamey Victor, né vers 1914, à Atakpamé, fils de feu Atakpamey et de feu Kidi Maria, domicilié à Lomé,

condamné le 18 février 1960, par la Cour d'Assises du Togo, à la peine de cinq ans de réclusion, des chefs d'arrestations illégales, violences volontaires et complicité.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-2 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Awaté Koumassi, transporteur, né à Palimé, vers 1932, fils du feu Awaté et de Bagoa, domicilié à Sokodé, condamné le 8 février 1962, par la Cour d'Appel du Togo, à la peine de 3 mois d'emprisonnement, du chef de coups et blessures volontaires.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-3 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Bako Benoît, né à Niamtougou, circonscription d'Atakpamé, en 1931, fils de feu Tétou Bako et de Lohan Bitolia, menuisier, domicilié à Niamtougou, condamné le 7 septembre 1961, par le Tribunal correctionnel de Lomé, section d'Atakpamé, à la peine de 18 mois d'emprisonnement, du chef d'infractions à la législation électorale.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-4 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Sambiani Matéyendou, cultivateur, né à Bombouaka, circonscription de Dapango, vers 1922, fils de Sambiani et de Souka, domicilié à Bombouaka, condamné:

1^o— le 9 février 1961, par la Cour d'Appel du Togo, à la peine de trois semaines d'emprisonnement, du chef de détention illégale de munitions de guerre.

2^o— le 23 mars 1961, par la Cour d'Appel du Togo, à la peine de deux mois d'emprisonnement, du chef de violences et voies de fait.

3^o— le 23 novembre 1961, par la Cour d'Appel du Togo à la peine de quinze jours d'emprisonnement avec sursis, du chef de dénonciation calomnieuse.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-5 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Ywassa Léonard Baguilma, né le 1^{er} décembre 1924, à Niamtougou, fils de Ywassa Babiga et de Lucie Bella, ingénieur agricole, demeurant à Lomé, quartier Nyékona-kpò, condamné par le tribunal correctionnel de Lomé, le 16 août 1961, à la peine de 50.000 francs d'amende, du chef de diffamation publique.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-6 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Kombaté Laré, cultivateur, né à Tambangou (circonscription de Dapango) vers 1921, fils de feu Kombaté Kouwouré et de Noimi Kombaté, domicilié à Tambangou, condamné le 10 avril 1962, par le Tribunal correctionnel de

Lomé, section de Sokodé, à la peine de 2 ans d'emprisonnement, du chef de détention illégale d'une arme de guerre (révolver) et de ses munitions.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-7 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Manfah Wallace, ex-moniteur d'agriculture, né à Lomé vers 1930, fils de feu Manfah Agbandao et de Anougoulou, domicilié à Kandé, condamné le 21 décembre 1961, par le Tribunal correctionnel de Lomé, section de Sokodé, à la peine de un an d'emprisonnement, 100.000 francs d'amende, du chef d'infraction à la législation électorale.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-8 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Padjaré Dandjati, cultivateur, né à Tambangou, circonscription de Dapango, vers 1901, fils de feu Padjaré Koulou et de Djingué Nagbaté, domicilié à Tambangou, condamné le 10 avril 1962, par le Tribunal correctionnel de Lomé, section de Sokodé, à la peine de 2 ans d'emprisonnement, du chef de détention illégale d'une arme de guerre (révolver) et de ses munitions.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-9 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Méatchi Antoine, né le 13 septembre 1925 à Sokodé, fils de Paul Méatchi et de Wépékpi Molla, ingénieur agricole, demeurant à Lomé, angle rue Bugeaud et Boulevard circulaire, condamné par le Tribunal correctionnel de Lomé, le 16 août 1961, à la peine de 50.000 francs d'amende, du chef de diffamation publique.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-10 du 13-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Kombaté Gantibé cultivateur, né à Tambangou, (circonscription de Dapango), vers 1913, fils de feu Kombaté Kouwouré et de Nomi Kambaré, domicilié à Tambangou, condamné le 10 avril 1962, par le Tribunal correctionnel de Lomé, section de Sokodé, à la peine de 2 ans d'emprisonnement, du chef de détention illégale d'une arme de guerre (révolver) et de ses munitions.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-11 du 16-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Kpatcha Albert, né vers 1921, à Yadé, circonscription de Lama-Kara, de feu Kpatcha et de feu Somdou, agent technique, demeurant à Lama-Kara, condamné le 11 janvier 1962, par la Cour d'Appel du Togo, à la peine de quinze mois d'emprisonnement et 5.000 francs d'amende, du chef d'infraction à la législation électorale.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-12 du 16-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Batchassi François, né vers 1924, à Lassà, circonscription de Lama-Kara, de feu Batchassi et de Békpepsi, commerçant, demeurant à Lama-Kara, condamné le 11 janvier 1962, par la Cour d'Appel du Togo, à la peine de dix-huit mois d'emprisonnement et 5.000 francs d'amende, du chef d'infraction à la législation électorale.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-13 du 16-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Méatchi Antoine, né le 13 septembre 1925 à Sokodé, fils de Paul Méatchi et de Wépékpi Molla, ingénieur agricole, demeurant à Lomé, angle rue Bugeaud et Boulevard circulaire, condamné :

1^o — le 12 septembre 1961, par le Tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de deux ans d'emprisonnement, pour infraction à la législation électorale.

2^o — le 18 octobre 1961, par le Tribunal correctionnel de Lomé, à la peine d'un mois d'emprisonnement, du chef de détention d'arme.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-14 du 16-4-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Abalo Firmin, âgé de 42 ans, né à Okou (Akposso-Atakpamé), fils de Abalo et de feu Azokabouné, demeurant à Lomé, rue Adjallé, condamné :

1^o — le 11 janvier 1962, par la Cour d'Appel du Togo, à la peine de trois mois d'emprisonnement avec sursis et 50.000 francs d'amende, du chef de propagation de fausses nouvelles.

2^o — le 21 mars 1962, par le Tribunal correctionnel de Lomé, à la peine d'un mois d'emprisonnement, du chef de détention illégale de munitions.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-15 du 20-4-63. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Djibril Safiou, né à Bafilo, vers 1918, fils de feu Djibril et de Fouléra, commerçant, domicilié à Sokodé, condamné le 12 avril 1960, par le Tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-16 du 22-6-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Zakary Yao Mamadou, né à Sokodé, vers 1931 de feu Zakary Yao et d'Adjérétou, chauffeur, domicilié à Sokodé, condamné le 13 juin 1961, par le Tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef de violences à magistrat de l'ordre administratif.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-17 du 22-6-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Djibril Alhéri, né à Sokodé, vers 1913, des feus Djibril et Abatani, cultivateur, domicilié à Sokodé, condamné le 13 juin 1961, par le Tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef de violences à magistrat de l'ordre administratif.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-18 du 22-6-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Maman Bouraïma Djibril, né à Sokodé, vers 1921, des feus Maman et Azotou, cultivateur, domicilié à Sokodé, condamné le 13 juin 1961, par le Tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef de violences à magistrat de l'ordre administratif.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-19 du 22-6-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Salifou El-Hadj Idrissou, né à Sokodé, vers 1931, de feu Salifou et de Adama, revendeur, domicilié à Sokodé, condamné le 13 juin 1961, par le tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef de violences à magistrat de l'ordre administratif.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-20 du 22-6-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Adédjouma Arouna, né à Sokodé, vers 1924, de Adédjouma et de feu Assana, commerçant, domicilié à Sokodé, condamné le 13 juin 1961, par le Tribunal correctionnel de Sokodé à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef de violences à magistrat de l'ordre administratif.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-21 du 22-6-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Assouma Yacoubou Badassi, né à Sokodé, vers 1926, de feu Assouma et de Adizétou, cultivateur, domicilié à Sokodé, condamné le 13 juin 1961 par le Tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef de violences à magistrat de l'ordre administratif.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-22 du 22-6-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Issa El-Hadj Salifou, né à Sokodé vers 1916 des feus Issa et Ajara, cultivateur, domicilié à Sokodé, condamné le 13 juin 1961 par le Tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef de violences à magistrat de l'ordre administratif.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-23 du 22-6-63. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Zakary Yao Alhassani, né à Sokodé vers 1934, de feu Zakary Yao et de Zaratou, tailleur, domicilié à So-

kodé, condamné le 13 juin 1961, par le Tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef de violences à magistrat de l'ordre administratif.

Les Ministres de l'Intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-24 du 22-6-63 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Adandogou Joseph, né vers 1933, à Gapé-Tsévié — fils des feus Laté Adandogou et Grâce, agent de l'administration, condamné le 2 août 1961, par le Tribunal correctionnel de Lomé, à la peine de six mois d'emprisonnement, du chef d'outrage à magistrat de l'ordre administratif.

Les Ministres de l'Intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-25 du 22-6-63. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Agbezouhlon Messanvi Christophe, né le 4 août 1915, à Attitogon, Anécho, fils de Agbezouhlon Agbaglo et de Agbassi, cultivateur, domicilié à Attitogon, condamné le 9 février 1961, par la cour d'appel du Togo, aux peines de six mois d'emprisonnement, des chefs de détention d'arme et de violences volontaires, 10.000 et 20.000 francs d'amende, du chef d'importation frauduleuse d'une mitrailleuse.

Les Ministres de l'Intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-26 du 22-6-63. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Vincent Teko, né vers 1913 à Aklakou, circonscription d'Anécho, fils de (Teko Messan Folly et de Ayélévi, huissier, domicilié à Lomé, poursuivi du chef de destruction volontaire de registres de l'autorité publique.

Les Ministres de l'Intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-27 du 22-6-63. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé aux nommés :

1) Koura Bodji Djibril II, commis, né à Bafilo (Sokodé), vers 1929, fils de feu Koura et de Fatouma, domicilié à Sokodé ;

2) Koura Adam, cultivateur, né à Sokodé, vers 1921, fils de feu Koura et de Adizétou, domicilié à Sokodé ;

3) Adoyi Adam, transporteur, né à Sokodé, vers 1914, fils de feu Adoyi et de feu Atchoa, domicilié à Sokodé ;

4) Oureyifa Seidou, cultivateur, né à Kidéoudé (Sokodé), vers 1916, fils de feu Oureyifa et de Akim Bangana, domicilié à Sokodé ;

condamnés, chacun, le 8 décembre 1959 par le tribunal correctionnel de Lomé, section de Sokodé, à la peine de deux mois d'emprisonnement avec sursis du chef de coups et blessures volontaires.

Les ministres de l'intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-28 du 22-6-63. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Ayéva Adam, né à Sokodé, vers 1916, des feus Ayéva et Zinabou, cultivateur, domicilié à Sokodé, quartier Komah, condamné, le 16 mai 1961, par le tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de deux mois d'emprisonnement, du chef de coup et blessures volontaires.

Les ministres de l'intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-29 du 22-6-63. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Ayeva Salifou, né à Sokodé, vers 1920, de feu Ayeva et de Fatouma, cultivateur, domicilié à Sokodé, quartier Komah, condamné, le 16 mai 1961, par le tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de deux mois d'emprisonnement, du chef de coups et blessures volontaires.

Les ministres de l'intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

N° 63-30 du 22-6-63. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Ayéva Issifou, né à Sokodé, vers 1909, fils de Ayéva Bouraïma et de Fatima, cultivateur, domicilié à Sokodé, quartier Komah, condamné :

1° — le 18 avril 1961, par le tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de trois mois d'emprisonnement, pour rébellion et outrage à magistrat de l'ordre administratif ;

2° — le 2 mai 1961, par le tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de trois mois d'emprisonnement, pour vente d'un fusil sans autorisation.

Les ministres de l'intérieur et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Affectation

N° 54-D/MSP du 5-7-63. — Les fonctionnaires et agents ci-après désignés sont affectés :

à Anécho

M. Afo Soumanou Guy, comptable 5^e catégorie échelle A, pour servir au service de cession de médicaments aux particuliers.

M. Ségbénamé Erasmus, infirmier d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment en service à Lama-Kara, en complément d'effectif.

à Palimé

M. Kpedu Alfred, aide-comptable 2^e catégorie échelle A, pour servir au service de cession de médicaments aux particuliers.

à Nuatja

M. Amadou Kolloh, infirmier permanent 5^e catégorie échelle B, récemment rappelé à l'activité, en complément d'effectif.

à Atakpamé

M. Tsatsu Martin Chapman, infirmier adjoint 4^e échelon, précédemment en service à Mango, en remplacement numérique de Mme Kpetsou Augustine mutée.

M. Hlomaschi Victor, infirmier permanent 2^e catégorie échelle A, nouvellement engagé, pour servir à l'équipe Antipianique.

M. Kponton Emmanuel, aide-comptable 3^e catégorie échelle A, pour servir au service de cession de médicaments aux particuliers.

à Bassari

M. Tabou Kokou Samuel, aide-comptable 4^e catégorie échelle A, pour servir au service de cession de médicaments aux particuliers, en remplacement de M. Dathy Raymond muté.

à Lama-Kara

M. Gnagna René, infirmier permanent 3^e catégorie échelle F, échelon 5, nouvellement mis à la disposition du ministre de la santé publique pour servir au dispensaire de Kouméa.

à Mango

M. Djakpa Soulé, infirmier permanent 3^e catégorie échelle B, récemment rappelé à l'activité, en remplacement numérique de M. Tsatsu Martin Chapman muté.

Les dépenses sont imputables au budget général, chapitre 22, articles 6, 9 et 10.

La présente décision aura effet pour compter de la date de la mise en route des intéressés.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Implantation des écoles officielles pour l'année scolaire 1962-63

N° 8/MEN du 11-7-63. — Pour l'année scolaire 1962-63, le nombre et l'emplacement des écoles officielles du premier degré du Togo sont fixés comme suit :

Ville de Lomé

Adjallé-Tokoin	6 classes
Bohn	12 —
Boubacar	3 —
Camp	11 —
Etoiles	9 —
Félicio de Souza	4 —
Kodjoviakopé	5 —
Marina	6 —
Marius-Moutet	7 —
Nyékonakpoè	12 —
Route d'Anécho	8 —
Rue Champ de Courses	6 —
Sanoussi	4 —
Poudrière	4 —

97 classes

Circonscription de Lomé

Aflao-Sagbado	3 classes
Aflao-Totsi	4 —
Agbalépédogan	1 —

Agouévé	4 classes
Akato-Avoémé	1 —
Akodesséwa	3 —
Baguida	5 —
Baguida-Plantation	1 —
Bè-gare	6 —
Dévégo	1 —
Kélégougan	1 —
Légbassito-Madjikpéto	1 —
Sanguéra	3 —

34 classes

Circonscription d'Anécho

Adamé	3 classes
Adjido	7 —
Afangnagan	3 —
Agbanakin	3 —
Agbatokopé	1 —
Agbétiko	2 —
Agomé-Glozou	3 —
Agomé-Séva	2 —
Agouégan	3 —
Aklakou	5 —
Akoumapé	3 —
Amégnran	4 —
Anfoin	4 —
Atouéta	2 —
Attitogon	5 —
Avévé	2 —
Badougbe	4 —
Dagbati	2 —
Djankassé	2 —
Djéta	3 —
Ekpoui	1 —
Gbodjomé	3 —
Glidji	8 —
Hahotoé	1 —
Hlandé	1 —
Hompou	1 —
Klologo	2 —
Kponou	1 —
Kpondavé	1 —
Kutschenritter	6 —
Momé-Hounkpati	2 —
Porto-Séguro	4 —
Séko	5 —
Sévagan	2 —
Sivamé	2 —
Togoville	2 —
Vo-Afouimé	1 —
Vo-Ativé	1 —
Vogan-Adjrégo	6 —
Vogan-Marché	6 —
Vogan-Sagada	3 —
Vokoutimé	2 —
Wogba	2 —
Zalivé	4 —
Zébévi	7 —
Zooti	1 —
Zowla	3 —

141 classes

Circonscription de Tabligbo

Ahépe	3 classes
Gboto-Kossidamé	1 —
Gboto-Vodougbe	3 —
Kouvé	3 —
Sikakondji	2 —
Tabligbo	3 —
Tchèkpo	3 —
Tokpli	3 —

21 classes

Circonscription de Tsévié

Abobo	4 classes
Adokpé	1 —
Assomé	2 —
Atchanvé	1 —
Badja	4 —
Batoumé	1 —
Bogamé	3 —
Dalavé	1 —
Davié	5 —
Dékpo	2 —
Djagblé	3 —
Edzi	1 —
Fongbé	1 —
Gamé	4 —
Gamé-Lili	1 —
Gapé	3 —
Gatigblé	2 —
Gblainvié	1 —
Kévé	6 —
Kpédji	2 —
Kplaba	1 —
Lébè	3 —
Lonvo	1 —
Mission-Tové	4 —
Tsévié-Kpali	8 —
Wonougba	1 —
Yoto	1 —
Zogbépimé	1 —
Zolo	1 —

72 classes

Circonscription de Klouto

Adamé-Agotimé	2 classes
Agou-Djogbépimé	2 —
Agou-gare	7 —
Agou-Nyogbo-Agbétiko	6 —
Akata	6 —
Amoussoukopé	4 —
Atchavé	1 —
Avédjé	3 —
Bémé-Toutou	3 —
Bogo-Ahloni	2 —
Dayes-Apéyéme	6 —
Dayes-Elavagnon	6 —
Dayes-Kakpa	1 —
Dayes-N'Digbé	3 —
Denou-Hounadja	2 —
Dzedrame	1 —
Dzogbegan	3 —

Gadjagan	5 classes
Govié	3 —
Hagnigba Duga	3 —
Kéboutoé	4 —
Klo Mayondi	4 —
Kouma-Apoti	3 —
Kouma-Tokpli	3 —
Kpodji	1 —
Kpadapé	8 —
Kpélé-Agavé	4 —
Kpélé-Kponvié	6 —
Lanvié	7 —
Missahomé	2 —
Nyitoé	5 —
Nyivé	2 —
Palimé-gare	6 —
Palimé-régionale	12 —
Tinicopé	3 —
Zozokondji	2 —

139 classes

Circonscription d'Atakpamé

Agbandi	3 classes
Akaba	3 —
Akparé	1 —
Anié	6 —
Appl. Atakpamé	6 —
Blitta	6 —
Boko	1 —
Dikpéléou	1 —
Elavagnon-Est-Mono	1 —
Kamina	1 —
Kélékpé	2 —
Kpessi	1 —
Lom-Nava	6 —
Midoudou	6 —
Moréta	1 —
N'tivou	2 —
Nyamassila	3 —
Pagala-gare	3 —
Pallakoko	2 —
Yégué	1 —

56 classes

Circonscription de l'Akposso

Amlamé	6 classes
Amou-Oblo	2 —
Badi Kougan	1 —
Badou	3 —
Bénali	2 —
Djagbedji	1 —
Ekéto	2 —
Gbendé	1 —
Hihéatro	2 —
Kougnohou	3 —
Koutoukpa	3 —
Otadi	2 —
Ounabé	2 —
Patatoukou	2 —
Témé-Dja	3 —

56 classes

Circonscription de Nuatja

Attiogbékopé	2 classes
Chra	1 —
Kpédomé	1 —
Kpégnon-Adja	1 —
Kpéplémé	3 —
Nuatja	5 —
Tado	3 —
Tététou	1 —
Tohoun	3 —

20 classes

Circonscription de Sokodé

Agoulou	3 classes
Aléhéridé	2 —
Bogou	1 —
Balanka	3 —
Boulohou	1 —
Cambolé	3 —
Fasao	1 —
Goubi	1 —
Kasséna	2 —
Katambara	1 —
Kédji-Kandjo	1 —
Kémini	1 —
Koussountou	3 —
Krikri	2 —
Lama-Tessi	1 —
Paratao	3 —
Passoua	2 —
Paza	1 —
Sokodé-Dédauré	6 —
Sokodé-Koumah	6 —
Sokodé-Mixte	15 —
Sotouboua	10 —
Tchamba	5 —
Wassarabo	2 —
Yaocopé	1 —

77 classes

Circonscription de Bassari

Baghan	1 classe
Bangéli	3 —
Bapuré	1 —
Bassari	12 —
Bassari-Nangbani	1 —
Biakpabé	1 —
Bidjabé	1 —
Binaparba	1 —
Dimouri	1 —
Guérin-Kouka	4 —
Kabou	5 —
Katchamba	1 —
Kalanga	1 —
Kidjabouan	3 —
Koutière	1 —
Malfacassa	1 —
Namab	1 —
Namon	2 —
Nandouta	1 —
Nawaré	1 —
Santé-Bas	2 —

45 classes

Circonscription de Bajilo

Bafilo	8 classes
Daké	2 —
Gandé-Soudou	3 —
Koumondé	3 —
Kpéwa	1 —

17 classes

Circonscription de Lama-Kara

Awandjello	3 classes
Djamdé	2 —
Kouméa	10 —
Lama-Kara	12 —
Lama-Kara Campement	1 —
Landa-Pozenda	3 —
Lassa	4 —
Sahoudé	3 —
Sarakawa	4 —
Soumdina	3 —
Tchitchao	3 —

47 classes

Circonscription de Niamtougou

Alloum	2 classes
Baga	4 —
Défale	5 —
Konfarga	1 —
Massédéna	1 —
Niamtougou	12 —
Ténéga	2 —
Yaka	4 —

31 classes

Circonscription de Pagouda

Boufalé	3 classes
Kétau	5 —
Pagouda	4 —
Sirka	2 —

14 classes

Circonscription de Kandé

Adjaité	1 classe
Ataloté	3 —
Atétou	1 —
Kandé	11 —
Koutougou	2 —
Nadoba	3 —
Pessidé	3 —
Warengo	2 —

26 classes

Circonscription de Mango

Barkouassi	4 classes
Gando	2 —
Koumongou	3 —
Kountoiré	1 —
Mango	14 —
Mogou	1 —

Nagbéni	1 —
Nali	1 —
Soumdina-Mango	1 —
Takpamba	1 —
Tchanaga	1 —

30 classes

Circonscription de Dapango

Bidjenga	3 classes
Boadé	3 —
Borgou	3 —
Cinkassé	1 —
Dapango	14 —
Djamgou	1 —
Garo	1 —
Korbongou	6 —
Koudjouaré	2 —
Kurientré	2 —
Loko	1 —
Mandouri	1 —
Moumouane	2 —
Nadoga	2 —
Nakitindi-Est	3 —
Namoudjoga	3 —
Nakitindi-Ouest	2 —
Nadougou	1 —
Nandoga	3 —
Nanergou	2 —
Nano	3 —
Nataré-Tamatougou	1 —
Nayéga	3 —
Nioupourma	2 —
Papri	1 —
Pogno	2 —
Sanfatouti	2 —
Sibortoti	1 —
Tami	1 —
Tantoga	1 —
Timbou	3 —
Warkembou	1 —

77 classes

Additifs

ADDITIF du 9 juillet 1963 à la décision n° 18/MEN
portant admission au diplôme d'aptitude pédagogique
session 1962.

Après :

Typoh Martin

Ajouter :

Kouffo Raphaël

(Le reste sans changement).

ADDITIF du 9 juillet 1963 à la décision n° 22/MEN du 21 février 1963 portant admission au CEAP session 1962.

Inspection primaire d'Atakpamé

Après :

Jibidar Pierre Salomon

Ajouter :

do Régo Félicien Akpokli Joël Eben-Ezer

Inspection primaire Lama-Kara

Après :

Ségbedji Nathaniel

Ajouter :

Djobo Dermann Désiré Adékpui Louis
Kortho Alphonse

Inspection primaire Dapango

Après :

Fumey Richard

Ajouter :

Gbeblewoo Chamberlain

(Le reste sans changement).

ADDITIF du 12 juillet 1963 à la décision n° 86/MEN du 2 novembre 1962 portant admission des instituteurs-adjoints au C.A.P. (cadre supérieur du Togo) 1961.

Après :

Zékpa Sébastien, instituteur adjoint à Séko.

Ajouter :

Ashiabor Christian.

(Le reste sans changement).

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégration

N° 235/MFP du 15-7-63. — M. Nadja Paul, chef de chantier permanent 5^e catégorie échelle A, est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent de maîtrise adjoint 1^{er} échelon (spécialité contre-maître) indice 550.

M. Nadja Paul est maintenu à la disposition du ministre des travaux publics (TP. Nord à Lama-Kara).

Réintégration

N° 231/MFP du 8-7-63. — M. Méba Kinao Laurent, ex-infirmier titulaire du brevet d'aptitude à l'emploi d'infirmier est réintégré dans le corps du personnel médical et technique de la santé en qualité d'infirmier d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 550 catégorie C) et remis à la disposition du ministre de la santé publique (budget général, chapitre 22, article 6).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1963.

Passages automatiques d'échelon

N° 639-D/MFP. du 5-7-63. — Sont constatés au titre du 2^e semestre 1963 et pour compter des dates ci-dessous les passages automatiques à l'échelon supérieur de solde du personnel judiciaire :

CADRE DES GREFFIERS

Au 3^e échelon du grade de greffier principal

1-10-63 — Johnson Patrice, A.C. néant greffier principal 2^e échelon

Au 3^e échelon du grade de greffier de 1^{re} classe

1-10-63 — do Régo Calixte, A.C. néant greffier 1^{re} classe 2^e échelon

N° 640-D/MFP. du 5-7-63. — Sont constatés au titre du deuxième semestre 1963 et pour compter des dates ci-après les passages automatiques à l'échelon supérieur de solde des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement :

A. CADRE DES VETERINAIRES-INSPECTEURS

Au 3^e échelon du grade de vétérinaire-inspecteur

1-9-63 — Amatzo Basile, A.C. néant vétérinaire-inspecteur 2^e échelon

A bis. CADRE DES INGENIEURS

Au 2^e échelon du grade d'ingénieur de 1^{re} classe

1-7-63. — Chilloh Eusèbe, A.C. néant ingénieur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

B. CADRE DES INGENIEURS ADJOINTS

Au 3^e échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 3^e classe

1-9-63 — Sopoh Clétus, A.C. néant ingénieur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-9-63 — Koutcho Alfred A.C. néant ingénieur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-10-63 — Rinkliff Jean, A.C. néant ingénieur adjoint 3^e classe 2^e échelon

C. CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES

Au 3^e échelon du grade d'adjoint technique de 1^{re} classe

1-9-63 — Gonçalves Hilaire, A.C. néant adjoint technique 1^{re} classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade d'adjoint technique de 1^{re} classe

21-10-63 — Sodame Eugène dit Morere, A.C. néant adjoint technique 1^{re} classe 1^{er} échelon

Au 4^e échelon du grade d'adjoint technique de 2^e classe

1-7-63 — Deckon Koffi Antoine, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 3^e échelon

1-9-63 — Nikoué K. Albert, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 3^e échelon

1-8-63 — Akalo Vincent, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 3^e échelon.

Au 3^e échelon du grade d'adjoint technique de 2^e classe

1-7-63 — Agblami Gabriel, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Bassah Seth, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Semedo K. Winfried A.C. 6 mois adjoint technique 2^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Akalo Vincent, A.C. 1 an 11 mois adjoint technique 2^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Agbodjan Prince Thomas, A.C. 8 mois 12 jours adjoint technique 2^e classe 2^e échelon

1-11-63 — Adom Lucien, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 2^e échelon

1-11-63 — Batascome Alex, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade d'adjoint technique de 2^e classe

1-7-63 — Dagnon Charles, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Dangbo Alphonse, A.C. néant adjoint technique 2^e classe 1^{er} échelon

D. CADRE DES PROPOSES ET INFIRMIERS*Au 3^e échelon du grade d'infirmier de 1^{re} classe*

1-10-63 — Baritsé Gouramina Jean, A.C. néant infirmier 1^{re} classe 1^{er} échelon

N^o 641-D/MFP. du 5-7-63. — Sont constatés au titre du deuxième semestre 1963 et pour compter des dates ci-après les passages aux échelons supérieurs de solde, des fonctionnaires de l'administration générale :

A — CADRE DES ADMINISTRATEURS CIVILS*Au 3^e échelon du grade d'administrateur civil de 2^e classe*

27-10-63 — Placktor Anani Prosper, A.C. néant administrateur civil 2^e classe 2^e échelon

28-11-63 — Lamboni Barthélémy, A.C. néant administrateur civil 2^e classe 2^e échelon

B — CADRE DES SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION*Au 3^e échelon du grade de secrétaire d'administration de 1^{re} classe*

1-7-63 — Edoth Thomas, A.C. néant secrétaire d'administration 1^{re} classe 2^e échelon

1-7-63 — Kouévi Kouassi, A.C. néant secrétaire d'administration 1^{re} classe 2^e échelon

1-11-63 — Agba Tchao Marcel, A.C. néant secrétaire d'administration 1^{re} classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade de secrétaire d'administration de 1^{re} classe

16-11-63 — Ajavon Phestèce, A.C. néant secrétaire d'administration 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Amégan André, A.C. néant secrétaire d'administration 1^{re} classe 1^{er} échelon

Au 4^e échelon du grade de secrétaire d'administration de 2^e classe

1-11-63 — Patsoh Félix, A.C. néant secrétaire d'administration 2^e classe 3^e échelon

Au 3^e échelon du grade de secrétaire d'administration de 2^e classe

20-7-63 — Akakpo-Vizah Adolphe, A.C. néant secrétaire d'administration 2^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Patsoh Félix, A.C. 1 an 8 mois secrétaire d'administration 2^e classe 2^e échelon

C — CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS*Au 3^e échelon du grade d'adjoint administratif principal*

1-7-63 — Amoussou Virgile, A.C. néant adjoint administratif principal 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade d'adjoint administratif principal

1-7-63 — Hillah Michel, A.C. néant adjoint administratif principal 1^{er} échelon

Au 3^e échelon du grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe

1-7-63 — Doufodji Renaud, A.C. néant adjoint administratif 1^{re} classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe

1-7-63 — Alapdou Dovi, A.C. néant adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Ayi Toussaint, A.C. néant adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Bessi Gabriel, A.C. néant adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Geraldo Mounirou, A.C. néant adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Nyadzogbe Christian, A.C. néant adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Dovey Sébastien, A.C. néant adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-9-63 — Thon Philibert, A.C. néant adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} échelon

Au 4^e échelon du grade d'adjoint administratif de 2^e classe

1-7-63 — Idrissou Boukari, A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-7-63 — Lawson Francis, A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-9-63 — Aleheri Boucari, A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-9-63 — Samson Odou Pascal, A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-9-63 — Palanga Djobo Benoît, A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-7-63 — Bodjona Michel A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-7-63 — Babadihou Etienne A. C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-7-63 — Sadzo Hetsu Godwin A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-7-63 — Ajavon Raphaël A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-9-63 — Honyiglo Benjamin A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-9-63 — Messan Armand Appolinaire A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

1-8-63 — Sononkpon Antoine A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon
 1-8-63 — Agbodo Louis A.C. néant adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon

D — CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION

Au 3^e échelon du grade de commis d'administration principal

1-7-63 — Dovi Jacob A.C. néant commis d'administration principal 2^e échelon
 1-7-63 — Moevi Jacob A.C. néant commis d'administration principal 2^e échelon
 1-7-63 — Reinhold Martin A.C. néant commis d'administration principal 2^e échelon
 1-7-63 — Fiadoga Nicolas A.C. 6m commis d'administration principal 2^e échelon
 1-7-63 — Sabi Asmar A.C. 6m commis d'administration principal 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade de commis d'administration principal

1-7-63 — Wilson A. David A.C. néant commis d'administration principal 1^{er} échelon

Au 3^e échelon du grade de commis d'administration de 1^{re} classe

1-7-63 — Gonçalves Henri A.C. néant commis d'administration 1^{re} classe 2^e échelon

N° 642-D/MFP du 5-7-63 — Sont constatés au titre du 2^e semestre 1963 et pour compter des dates ci-dessous les passages automatiques à l'échelon supérieur de solde des fonctionnaires de la police :

A — CADRE DES COMMISSAIRES DE POLICE

Au 2^e échelon du grade de commissaire principal

1-9-63 — Comlan Georges A.C. néant commissaire principal 1^{er} échelon
 1-12-63 — Edoh Antoine A.C. néant commissaire principal 1^{er} échelon

Au 4^e échelon du grade de commissaire

1-11-63 — Goeh Antoine A.C. néant commissaire 3^e échelon
 1-11-63 — Kpégba Gaston A.C. néant commissaire 3^e échelon

B — CADRE DES OFFICIERS DE POLICE

Au 4^e échelon du grade d'officier de 2^e classe

1-7-63 — Sognigbé David A.C. néant officier de 2^e classe 3^e échelon

C — CADRE DES OFFICIERS ADJOINTS DE POLICE

Au 4^e échelon du grade d'officier adjoint de 2^e classe

1-7-63 — Afantodji Michel A.C. néant officier adjoint 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Houégan Soglo Paul A.C. néant officier adjoint 2^e classe 3^e échelon

Au 3^e échelon du grade d'officier adjoint de 2^e classe

1-7-63 — Dossou Florentin A.C. néant officier adjoint de 2^e classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade d'officier adjoint de 2^e classe

1-7-63 — Dansou F. Justin A.C. néant officier adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon

D — CADRE DES GARDIENS DE LA PAIX

Au 4^e échelon du grade de gardien de la paix de 2^e classe

1-7-63 — Yombé Akon A.C. néant gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Kpamoura Tchapo A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Assou Sébastien A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Paraizo Akouété Jules A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Tchiguilo Akossi A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Ségbo Tossou A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Sodoga Ayivi Anani A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Ségla S. Paul A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Ably Bedama A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-63 — Gbaguidi Tamégnon Sébastien A.C. néant gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon

Au 3^e échelon du grade de gardien de la paix de 2^e classe

1-9-63 — Adjamouinou Michel A.C. néant gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon

N° 643-D/MFP. du 5-7-63 — Sont constatés au titre du deuxième semestre 1963 et pour compter des dates ci-dessous les passages à l'échelon supérieur de solde, des fonctionnaires de la Santé publique :

A. — CADRE DES SAGES-FEMMES

Au 4^e échelon du grade de sage-femme de 2^e classe

1-11-63 — Mivédor-Adjoa A.C. néant sage-femme 2^e classe 3^e échelon
 1-10-63 — Ayivi Eulalie née Lawson A.C. néant sage-femme 2^e classe 3^e échelon

Au 2^e échelon du grade de sage-femme de 2^e classe

18-8-63 — Coco Michèle Mélanie A.C. néant sage-femme 2^e classe 1^{er} échelon
 1-11-63 — Akpokli Rosaline A.C. néant sage-femme 2^e classe 1^{er} échelon

B. — CADRE DES INFIRMIERS D'ETAT ET ASSISTANTS D'HYGIENE D'ETAT

Au 2^e échelon du grade d'infirmier d'Etat

1-7-63 — Adigbli Mathieu A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kodjo Nyonator A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Pana Y. Raphaël A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Atissou Y. Etienne A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 Comlan Denis A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Houessou K. Robert A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kouégan Michel A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Abotchi Thaddée A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Missodé Hubert A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Daké Godtlieb A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Adouayi Nestor A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Agbozo Nicolas A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Atchou Jean A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Ackey Georges A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kponomaizou Séverin A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kouévi Ferdinand A. C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Johnson S. Godfroid, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kerim Adam, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Adzra K. Jean, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kagla Adolphe, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Adam Moussa, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Adayi Damien, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Koffi Paul, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Awi Abalo, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Amegavi Linus John, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Amaté Attiogbé Emmanuel, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Akakpo Luther, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Amoussou Ambroise, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Adotey Michel, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Ananou F. Antoine, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Ayi Laurent John, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — d'Almeida Bernard, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Comlan Jean-Marie, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Djaodo Félix, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Dokodjo Séverin, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Dovi Simon, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kokouada Joseph, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Lawson Barthélemy, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Labougoum A. Joseph, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Olympio Fabiano, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Salami K. Michel, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Segbename Erasmus, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Sagba Nelson, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Djato Nadjindo, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Ahianor Confort, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Atchade Victorine, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Fatsawo Marié, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Ecoué Antoinette, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Pana Josephine, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Lawson Bernadine, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Tetegan Françoise, A.C. infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Amouzou Euphrasie, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Letou Claire, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Sagba Théotine, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Fumey Victoria, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Yerima Zaratou, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kutsienyo Gertrude, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Martelot Honorée, A.C. néant infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Soher Pierre, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Awoku Emmanuel, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Da Sylvera Emile, A.C. néant infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon

Au 2^e échelon du grade d'assistant d'hygiène d'Etat

1-7-63 — Adanah Emmanuel, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Arouna Mama, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Edorh Félix, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kougueata Pierre, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Kodjo Félix, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Mama Yaya, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Tatoa Antoine, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Yehouessi André, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — De Medeiros Valère, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Ramanou Frédéric, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon
 1-7-63 — Tokpassa K. Michel, A.C. néant assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon

CADRE DES INFIRMIERS ET AIDES-SANITAIRES

Au 3^e échelon du grade d'infirmier ordinaire

1-7-63 — Alilou Assoumanou, A.C. néant infirmier ordinaire 2^e échelon

1-7-63 — Keleou Katanga, A.C. néant infirmier ordinaire 2^e échelon

1-7-63 — N'konou Justin, A.C. néant infirmier ordinaire 2^e échelon

1-7-63 — Siera Nasoma Issaka, A.C. néant infirmier ordinaire 2^e échelon

Au 4^e échelon du grade d'infirmier adjoint

1-7-63 — Tsatsu Martin Chapman, A.C. néant infirmier adjoint 3^e échelon

Radiation-Engagements

N° 638-D/MFP du 5-7-63. — M. Ayivi Fandalor Charles, agent permanent 6^e catégorie échelle B est rayé du contrôle des effectifs des agents permanents.

M. Ayivi Fandalor Charles est engagé en qualité de moniteur d'éducation physique au salaire mensuel de trente mille (30.000) francs et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 9).

M. Ayivi Fandalor Charles conserve le bénéfice de la prime d'ancienneté pour le temps passé en qualité d'agent permanent, sur la base de la 6^e catégorie.

M. Ayivi Fandalor est classe au groupe IV local pour les déplacements à effectuer à l'occasion du service.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 636-D/MFP du 5-7-63. — Les contrôleurs temporaires Badéma Ernest et Dem Boniface sont engagés, à compter du 1^{er} juin 1963 en qualité de contrôleurs permanents des produits, à la 2^e catégorie échelle A, en remplacement numérique des contrôleurs Bocco Alphonse et Ajavon René retraités.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 20, article 7.

N° 637-D/MFP du 5-7-63. — M. Afanou Joseph, est engagé en qualité de commis dactylographe permanent 3^e catégorie échelle A, pour compter du 1^{er} juin 1963 et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications.

Son traitement sera imputé au chapitre 18, article 4 du budget général.

N° 647-D/MFP du 6-7-63. — Mme Bamezon Félicité, est engagée en qualité d'employée de bureau permanent de 5^e catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale en remplacement numérique de M. André Daniel, adjoint administratif appelé à d'autres fonctions (budget général, chapitre 26, article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Affectations

N° 648-D/MFP du 6-7-63. — M. Pellefigue Pierre, attaché de la F.O.M. de 3^e classe 4^e échelon, remis à la disposition du gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française et arrivé à Lomé le 28 juin 1963, est remis à la disposition du vice-président, ministre des finances, de l'économie et du plan, (budget général, chapitre 14, article 4).

N° 654-D/MFP du 8-7-63. — M. Placktor Anani Prosper, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon en service au ministère de l'intérieur, est mis à la disposition du ministre du commerce et de l'industrie (budget général, chapitre 14, article 14).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Sanctions disciplinaires

N° 229/MFP du 6-7-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté n°383 bis/MFP du 10 décembre 1962 portant suspension de fonctions.

Un blâme avec inscription au dossier est infligé à M. Kolo Basile, gardien de la paix de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la police, pour faute grave en service.

N° 230/MFP du 6-7-63. — Un avertissement est infligé à M. Adalbert Patrice, gardien de la paix de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de la police pour faute en service.

Détachement

N° 232/MFP du 13-7-63. — M. Ewe Roger, instituteur adjoint de 3^e classe 2^e échelon, placé dans la position de détachement auprès du gouvernement de la République du Niger par arrêté n° 319/MFP du 14 octobre 1961, est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de trois (3) ans, pour compter du 1^{er} octobre 1963.

Suspension d'effets de contrat

N° 646-D/MFP du 6-7-63. — Sont suspendus, pour compter du 6 mai 1963, les effets du contrat en date du 29 juin 1962 consenti à M. Gagli Kodjo Emmanuel, médecin de l'assistance médicale, élu député à l'Assemblée nationale.

Rappel à l'activité

N° 634-D/MFP du 5-7-63. — Est rapportée la décision n° 70/MF du 2 septembre 1957 portant licenciement.

M. Djondo Nicolas est rappelé à l'activité, classé à la hors catégorie des agents permanents et mis à la disposition du ministre des finances, service des domaines (budget général, chapitre 14, article 11).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Retraite

N° 224/MFP du 3-7-63 — M. Lawson Balagbo Léonard, secrétaire d'administration principal de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo, atteint par la limite d'âge est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 27 septembre 1963.

N° 228/MFP du 3-7-63 — M. Gbédéma David, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 25 août 1963.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 10-7-63 à la décision n° 606/MFP du 3 juillet 1963 portant passage automatique.

Cadre des agents d'exploitation et des IEM

Au 4^e échelon du grade d'agent d'exploitation de 2^e classe

Après :

1-7-63 — Koehler Théodore A.C. néant agent d'exploitation 2^e classe 3^e échelon

Supprimer :

1-7-63 — Osséni Alandou A.C. néant agent d'exploitation 2^e classe 3^e échelon

Au 4^e échelon du grade d'agent des IEM de 2^e classe

Après :

5-11-63 — Sédalo Bernard A.C. néant agent des IEM 2^e classe 3^e échelon

Ajouter :

1-7-63 — Osséni Alandou A.C. néant agent des IEM 2^e classe 3^e échelon.

(Le reste sans changement).

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE**Affectations**

N° 50-D/MER du 9-7-63. — Les surveillants des eaux et forêts nouvellement engagés reçoivent les affectations ci-après :

M.M. Djéri Mamadou, agent permanent 4^e catégorie échelle A à Sotouboua (circonscription administrative de Sokodé) ;

Wala Koko, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Naboulgou (circonscription administrative de Kandé) ;

Gatri Sandja, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Yégué (circonscription administrative d'Atakpamé) ;

Lawson Emmanuel, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Malfakassa (circonscription administrative de Sokodé) ;

Ako Pana, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Borgou (circonscription administrative de Dapango) ;

Namouwagué Comba, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Gando (circonscription administrative de Mango) ;

Djondo Koffi, agent permanent 3^e catégorie échelle A au Mont Haïto (circonscription administrative de Nuatja) ;

Amouzou Germain, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Kéwé (circonscription administrative de Tsévié).

Les émoluments des intéressés restent imputables au budget général, chapitre 20, article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 51-D/MER/EF. du 9-7-63. — Les agents journaliers du service des eaux et forêts ci-après désignés, sont affectés au service des pêches, pour compter du 14 mars 1963 :

M.M. Logossou François, gardien piscicole, 1^{re} zone 3^e classe ;

Kolani Robert, gardien, 1^{re} zone 3^e classe ;
Gnakpogbé Mensan, chef d'équipe, 1^{re} zone 3^e classe ;

Ouro Salifou, gardien piscicole, journalier à 300 francs par jour.

Akakpo Alphonse, pêcheur journalier à 300 frs. par jour.

Le salaire des intéressés est imputable au chapitre 20, article 5, paragraphe 2 du budget général.

N° 54-D/MER/AG. du 11-7-63. — M. Tchassama Asséma, préposé principal de 1^{er} échelon de l'agriculture, actuellement en service à la circonscription agricole de Mango, est affecté au secteur agricole de Lama-Kara.

M. Kouamikan Nana, surveillant de cultures permanent de 2^e catégorie échelle A, actuellement en service à la circonscription agricole d'Anécho, est affecté à la circonscription agricole de Mango, en remplacement de M. Tchassama Asséma appelé à d'autres fonctions.

La solde et les accessoires de solde des intéressés demeurent imputables au chapitre 20, article 4 du budget général.

Licenciement

N° 52-D/MER/EF. du 10-7-63. — Sont licenciés pour suppression d'emploi pour compter du 1^{er} juin 1963, les chauffeurs et aides-chauffeurs dont les noms suivent précédemment retribués sur le budget investissement, chapitre 8-1-4 a.

M.M. Maman Djibrilla, chauffeur
Ohin Anani, chauffeur
Kouwouou Kamlan, chauffeur
Casmir Jean, chauffeur
Ahouyikin Joseph, aide-chauffeur
Zotogninou Eugène, aide-chauffeur
Abalo Nicolas, aide-chauffeur.